

M 04249 - 53 - F: 1,20€



(AÏSSATOU A. BALDÉ)

Au moment où l'Apeis tient son 6^e congrès, **Corinne Siergé**, porte-parole de l'association, nous parle de la situation des chômeurs. REGARDS PAGE 2



Les collectifs **de sans-papiers** entament une longue marche, Paris-Nice, et s'invitent au prochain sommet France-Afrique. ACTU PAGES 4



En raison du désengagement de l'État, les services publics désertent les **zones rurales**. NPARGUMENTS PAGES 6 & 7

TOU est à nous!

29 AVRIL 2010 | N°53 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

1^{er} MAI

POUR DÉFENDRE

NOS RETRAITES

MENONS

CAMPAGNE!



Paris, le 23 mars 2010. Manifestation pour défendre les retraites. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)



édito

Par Yvan Lemaitre

LE 1^{er} MAI, ET APRÈS ?

La journée de solidarité internationale des travailleurs intervient dans un contexte qui lui donne toute sa signification et nécessite une large mobilisation pour en faire une démonstration la plus importante possible. À l'heure où les prédateurs de la finance étranglent le peuple grec pour l'obliger, par l'intermédiaire du gouvernement socialiste de Papandréou, à payer les frais de leurs spéculations sur la dette publique de ce pays au prix de sacrifices inacceptables et où tous les gouvernements de l'Union européenne affichent leur solidarité avec eux. À l'heure où ces mêmes gouvernements appliquent chez eux la même politique contre les travailleurs et la population pour garantir les profits des financiers et les privilèges des classes riches. À l'heure où, au nom de la lutte contre les déficits publics ici, la droite veut imposer une nouvelle attaque contre les retraites pour nous obliger à travailler plus et plus longtemps pour gagner moins. À l'heure où ce même gouvernement tente de flatter les préjugés racistes et xénophobes pour diviser et faire diversion. À l'heure où il oppose aux légitimes exigences des travailleurs sans papiers son hostilité et la répression, il est de l'intérêt de tous que les manifestations de ce 1^{er} Mai soient un succès. Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, Unsa appellent ensemble à ces manifestations avec le soutien et la participation des partis de gauche. Mais elles ne donnent aucune perspective pour la suite. Elles dénoncent la politique du gouvernement mais pour demander une plus grande concertation. Qui peut croire que cette concertation débouchera sur quoi que ce soit de positif pour les intérêts des salariés? Seule une véritable mobilisation des travailleurs du privé et du public, unis, pourrait faire reculer gouvernement et patrons. C'est vrai aussi pour la lutte contre le chômage et la précarité, pour les salaires. C'est ce mouvement d'ensemble qu'il faut préparer, le combat de tous les travailleurs par-delà les origines et la nationalité, contre les parasites qui ruinent la société, le combat de la solidarité internationaliste pour un monde débarrassé de la dictature de la finance et fondé sur la coopération des peuples.

1^{er} MAI, SANS-PAPIERS, PARIS-NICE.

Le cortège des marcheurs partira à 11 heures du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers, 14, rue Baudelique, Paris 18^e (M^o Simplon), pour rejoindre le départ de la manifestation du 1^{er} Mai à République. Leur première journée de marche se finira à Vitry-sur-Seine où des festivités sont organisées dans la soirée par le collectif unitaire d'accueil des marcheurs. (Voir article page 4.)

1^{er} MAI, MANIF, PARIS. Emploi, conditions de travail, pouvoir d'achat, avenir des retraites... seront au centre des revendications de la manif unitaire. RV à 14 h 30 à République.

1^{er} MAI, FÊTE DU NPA, STRASBOURG.

Le NPA Bas-Rhin organise sa fête du 1^{er} Mai. Au programme, débats, grillades, repas végétarien, bar... Entrée libre pour le débat, mais aussi pour venir discuter autour d'un verre. Pour le

repas, merci de s'inscrire par mail : npa67@free.fr - Tarif : salariés, 10 euros ; chômeurs, précaires, étudiants, 5 euros. RV après la manif, à 12 h 15 - salle du Tambourin, 10, rue d'Ankara (Strasbourg-Esplanade).

4 MAI, RENCONTRES VENEZUELA, IVRY.

Le cercle bolivarien de Paris organise une rencontre avec Ignacio Ramonet (ancien directeur du *Monde Diplomatique*) et Salim Lamrani (enseignant chargé de cours à l'Université Paris IV et Paris-Est Marne-la-Vallée) sur le thème : « *Venezuela, douze ans de révolution. Les Succès, les difficultés, les menaces* ». RV à 19 heures, Espace Robespierre, 2, rue Robespierre à Ivry-sur-Seine (M^o Mairie-d'Ivry).

6 MAI, PAS DE BÉBÉS À LA CONSIGNE, MANIF, PARIS. Journée de grève générale du secteur de la petite enfance

(public/privé) contre le projet de décret sur l'accueil collectif. À Paris, RV à 10 heures de Bastille. Infos sur les manifestations dans les régions sur : www.pasdebebesalaconsigne.com

6 MAI, RETRAITES, MEETING UNITAIRE, PARIS. Autour de l'appel initié par la Fondation Copernic et Attac, un meeting unitaire « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites », réunira : Jean-Marie Harribey (Attac), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Huayra Llanque (militante féministe), Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche), Annick Coupé (Solidaires), Jean-Baptiste Prévost (Unef), Anne Féray (FSU), Claire Villiers (Fase), Benoît Hamon (PS), Marie-Georges Buffet (PCF), Jean-Marie Roux (CGT Finances), Céline Malaisé (GU), Cécile Duflot (Les Verts), Olivier Besancenot (NPA),

Gérard Filoche (inspecteur du travail). RV à 19h30 à La Bellevilloise, 9-21 rue Boyer, Paris 20^e (M^o Gambetta).

9 MAI, MARCHÉ ANTIFASCISTE UNITAIRE, PARIS. Comme Sud-Rail et la CGT-Continental, le NPA appelle à se joindre à la marche initiée par Action Antifasciste Paris-Banlieue (AFA), Alternative libertaire (AL), Association des Marocains de France (AMF), Confédération nationale du travail - région parisienne (CNT-RP), Fédération anarchiste (FA), Fédération syndicale étudiante (FSE), Mouvement des quartiers pour la justice sociale (MQJS), Ras l'front Marne-la-Vallée (RI'F-MLV), Scalp, Sud étudiant, SUD ISS logistique Et production, United Tekno against Racism et Fascism. RV à 14 heures, M^o Belleville (Paris 19^e).

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

regards



Corinne Siergé
(AISSATOU A. BALDÉ)

CHÔMAGE FAIRE PAYER LES RESPONSABLES

L'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (Apeis) tiendra son 6^e congrès du 30 avril au 2 mai. Corinne Siergé, porte-parole, a répondu à nos questions.

Lentre les effets de la crise et la fusion Assedic/ANPE, comment l'Apeis voit aujourd'hui la situation des chômeurs?

L'explosion du nombre de chômeurs à 4 465 200 selon les chiffres officiels en catégorie ABCDE et le million de personnes en fins de droits, ont entraîné encore plus de dysfonctionnements dans les Pôles emploi. Cela n'apporte aucune aide aux demandeurs d'emploi. Pis encore, ils sont fliqués, radiés mais en aucun cas aidés. Pour une raison simple, il n'y a pas d'emplois créés mais détruits, oui, et à la pelle : 300 000 dans l'industrie depuis le début de l'année ! La fusion ratée a des effets dramatiques sur des dizaines de milliers de chômeurs. Déjà en termes de proximité, par exemple l'ANPE comptait 1 150 sites et les Assedic 650. Après mixage, il va en rester 950, soit la moitié. Les agences sont souvent éloignées du centre-ville avec les difficultés de transports et de temps passé que cela représente. Il faut que la situation s'améliore pour les femmes et les hommes et qu'elle cesse de les plonger dans la précarité, la misère. Nous savons bien que le meilleur moyen de lutter contre la précarisation et l'appauvrissement est d'indemniser correctement les chômeurs, mais pour cela, il faudrait que Pôle emploi travaille dans l'intérêt du chômeur et pas uniquement dans l'intérêt du patronat. Il faut changer la base de cotisations et ne plus prendre en compte la seule masse salariale, ce qui dans les faits favorise les patrons qui licencient ou précarisent. Il faut également prendre les bénéfices et les profits des entreprises qui continuent de s'enrichir pendant les licenciements.

Que penses-tu du plan qu'a dévoilé le gouvernement, consistant à octroyer à certains chômeurs en fin de droits une allocation de 456 euros?

2010, année record pour Pôle emploi. Un million de chômeurs en fin de droits cette année. Combien les années précédentes? Et celles à venir? Environ 400 000 ont bien failli se retrouver sans rien. Dans un élan de générosité et pour sauver sa popularité Sarkozy nous pond tout un tas de mesurette, du contrat aidé en passant par la formation, le pompon étant l'allocation spécifique de crise. En grattant un peu, on s'aperçoit que pour percevoir 456 euros, il est interdit de refuser un contrat aidé ou une formation. Qui peut refuser sans être radié? Ce n'est qu'un effet d'annonce qui risque fort de prendre le même chemin que la prime de 500 euros en direction des jeunes qui a connu un véritable échec. Pour financer les contrats aidés et la formation, il faut trouver 800 millions d'euros. D'où le réflexe du gouvernement du transfert de charges. Comme à l'habitude, les régions devront payer. On le sait, l'explosion du chômage et du RSA a eu beaucoup de conséquences financières sur les départements, les aides pour l'enfance ou le paiement de l'électricité, aides à la cantine pour les familles qui n'en peuvent plus...

Le 6^e congrès de l'Apeis se tient le week-end prochain. Quelles sont les perspectives de l'association pour les mois à venir?

Je tiens à dire que malheureusement notre association va perdurer. Notre plus grand souhait aurait été qu'elle disparaisse, mais l'état de la société en a décidé autrement. Je ne vais pas faire la conclusion du congrès avant sa tenue. Mais une chose est sûre, il faut que nous soyons encore au plus près des chômeuses et des chômeurs et de leurs préoccupations. Quelques pistes ont d'ores et déjà été avancées, comme relancer partout où c'est possible les réseaux d'alerte contre les saisies, les expulsions locatives et les coupures d'énergie. Nous allons donc continuer de réfléchir pendant ce congrès : de quelle organisation nous devons nous doter pour être encore plus utiles. Nos seules forces sont la colère, l'indignation, le refus de la résignation et la détermination à nous battre et à résister. Il n'y a pas de fatalité. Nous devons être nombreux à revendiquer de nouveaux droits, du respect, de la dignité et des moyens convenables d'existence ! Notre slogan fondateur (il y a 23 ans) : « Avec l'Apeis, plus jamais seul », reste plus que jamais d'actualité, les chômeurs et les précaires doivent s'organiser, constituer une force, afin de peser sur leur vie en obtenant de nouveaux droits. S'entraider, se tenir informé, connaître ses droits, compter sur d'autres et compter pour d'autres, ne pas se retrouver isolé, partager, être utile au bon sens du terme, avoir une place et un rôle, voilà ce que nous souhaitons et pouvons faire ensemble, sans attendre. Nous allons aussi lancer une grande campagne de pétition Faim de droits ! Nous exigeons l'indemnisation décente de toutes les formes de chômage et un changement des règles de financement pour faire payer les vrais responsables qui licencient et précarisent pour faire toujours plus de profits. Voilà les perspectives de l'association pour les mois à venir.



(AISSATOU A. BALDÉ)

Propos recueillis par Dominique Angelini



LE PCF PRÉPARE SON CONGRÈS

Le bilan et les perspectives du Front de gauche sont, entre autres, au menu du congrès d'étape que le PCF doit tenir en juin.



Marie-Georges Buffet et Pierre Laurent au congrès du PCF, en 2008. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)



La direction du PCF vient de rendre publics les deux documents en discussion pour le «congrès d'étape» de juin. Le premier document adopté par le Conseil national (CN) par 69 voix contre 19 et 10 abstentions traite de la situation politique, du bilan du Front de gauche et des perspectives. «Faire grandir les résistances» à la politique de Sarkozy et «réussir le changement en 2012» sont les deux axes de ce texte dont la perspective centrale se trouve bien résumée par Robert Injey, rapporteur du document au CN: «Nos premiers acquis avec le Front de gauche ne doivent pas nous faire perdre de vue notre ambition: celle de la construction d'une majorité de changement. Y parvenir, c'est éviter le double écueil stratégique: celui de l'enfermement de l'autre gauche et celui d'une gauche solidaire dont la solidarité serait celle de se taire et l'impossibilité de peser sur les choix.»

Pour essayer de comprendre avec qui s'unir, le rapporteur fait le point de l'état de la gauche: «Une gauche, du NPA à Europe Écologie, traversée par des mouvements très contradictoires. Avec un PS qui se retrouve dans des conditions plus favorables mais où demeurent des contradictions entre des positionnements à gauche mais sans remise en cause sur les moyens du changement.» Voilà la seule critique que porte le document à la politique du PS. Dès lors, le positionnement est clair: il s'agit pour le PCF d'être l'aile la plus radicale d'un gouvernement de la gauche plurielle. Pour y arriver, le Front de gauche reste un outil mais il doit être capable de dépasser, comme le dit le document, la seule «partie très politisée de la société» qu'il a regroupée aux régionales et de se transformer en Front populaire: «Nous ne voulons pas faire travailler le Front de gauche comme un cartel ni comme un nouveau parti mais comme

une démarche politique citoyenne et populaire ouverte.» Il s'agit de répondre à Jean-Luc Mélenchon qui réclame la possibilité d'adhésions individuelles au Front de gauche. Pour conclure, le PCF propose un débat programmatique avec les syndicalistes et militants associatifs avant d'aborder les candidatures, notamment celle de la présidentielle. C'est encore le président du Parti de gauche qui est visé pour avoir laissé entendre qu'il serait un bon candidat en 2012. Pour résumer, disons que le PCF veut continuer de diriger un Front de gauche qui serait à gauche de la «gauche solidaire» dans un gouvernement commun et qu'à cette étape, il n'envisage pas de se rallier à une candidature de Mélenchon à la présidentielle. Ce sera soit un candidat du PCF soit un «syndicaliste» proche, soit, pourquoi pas, le ralliement à une candidature unique de la gauche. On notera d'ailleurs qu'il n'est jamais fait mention dans le document, ne serait-ce qu'une

fois, des noms des partenaires du Front: Parti de gauche ou Gauche unitaire ou Parti communiste des ouvriers de France ou Alternatifs... Une absence significative. Sur le deuxième document, il y a peu de choses à dire. C'est la nouvelle langue de bois pour dire qu'il faut un parti plus ouvert, plus pluraliste, plus démocratique, plus à l'écoute de la base, des nouveaux mouvements sociaux et des nouvelles technologies: «une transformation de notre travail de direction à tous les niveaux qui visent à démultiplier les champs et l'efficacité du militantisme local compris au sens large»... Bref, rien de nouveau pour faire revenir les quatorze membres de la direction qui ont démissionné et auxquels le CN, dans un appel solennel, demande de reconsidérer leur décision qui les amènent à vouloir dynamiser la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) au détriment du PCF...
Alain Krivine

QUEL AVENIR POUR L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

LES résultats des listes Europe Écologie (EÉ) aux régionales ont relancé le débat sur la structuration et l'avenir du mouvement écologiste. Pour de nombreux protagonistes de la discussion, un stade de développement supérieur passe par une profonde mutation des Verts. Voire par leur liquidation... Depuis longtemps, Daniel Cohn-Bendit ne fait pas mystère de sa préférence pour cette option radicale. Il a donc mené son offensive en deux temps: d'abord, sans même attendre les régionales, en évoquant la possibilité d'une absence de candidat Vert au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 en échange d'un accord avec le PS pour les législatives, garantissant une cinquantaine de circonscriptions aux écologistes. Puis, le 22 mars, dès le lendemain des régionales, il a lancé un appel à constituer une «coopérative politique». Concept des plus flous... sauf sur un point: la fin des Verts! D'autres initiatives, complémentaires ou concurrentes, ont vu le jour comme les «états généraux de l'écologie et de l'emploi» pilotés par Eva Joly, Marie-Christine Blandin et Pierre Larrourou ou encore un appel intitulé «Europe Écologie à l'heure de l'affirmation» impulsé par les eurodéputés d'Europe Écologie, notamment Jean-Paul Besset (ancien animateur de la fondation Hulot) et Yannick Jadot (ex-responsable des campagnes de Greenpeace). Et, finalement, la riposte des Verts «canal historique» est venue sous forme d'une lettre de Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, se prononçant pour une mutation progressive des Verts, articulée à la mise en place d'un réseau informel et réaffirmant sa conviction que «les Verts n'ont aujourd'hui ni vocation identitaire ni volonté de se dissoudre dans un ailleurs indéfini». À l'évidence, c'est là le point litigieux. Pour ceux des animateurs d'Europe Écologie qui ne viennent pas de la tradition des Verts, «prolonger la cohabitation entre un parti et un réseau reviendrait à se condamner au sur-place, voire à la désagrégation». En filigrane est posé le problème de l'adhésion directe à Europe Écologie, de la constitution de collectifs de base et des règles à instaurer pour l'organisation des «assises pour la refondation de l'écologie politique», prévues pour l'automne. Et pour la désignation des candidats et candidates aux élections à venir, cantonales puis législatives... On le voit: après un succès électoral et politique, le débat au sein de la mouvance écologiste s'est essentiellement focalisé sur les questions organisationnelles. Pourtant, les questions d'orientation politique émergent: bilan pitoyable du Grenelle de l'environnement, cautionné par les écologistes institutionnels; rapport de subordination ou d'autonomie par rapport au PS. Sans compter la volonté de «lier la question environnementale et la question sociale», affirmée par Duflot... mais qui peine à prendre consistance du fait de l'incapacité des Verts et d'EÉ à rompre même partiellement avec les contraintes du système capitaliste et productiviste.
François Coustal

et aussi

EN PROFONDEUR! On voit bien un tournant dans l'action du gouvernement envers la Seine-Saint-Denis. Nous avons eu le «plan banlieue», avec Fadela Amara, puis le «préfet issu de la diversité», avec Nasser Meddah, avec une arrière-pensée ethnique: est-ce qu'on pouvait calmer les habitants du 9-3 en leur montrant des dirigeants ayant les mêmes origines? Pas vraiment: le plan banlieue était vide de propositions réelles et le préfet a poursuivi les expulsions de sans-papiers sans même une pointe d'émotion. Donc voici revenus les muscles, un commissaire de police comme candidat de l'UMP aux régionales et maintenant l'ancien patron du Raid comme préfet... Plus le président, tout en colère avec ses petits bras musclés, qui nous remet une couche d'insécurité et de violence: violence contre les parents d'élèves, accusés de ne pas envoyer leurs enfants à l'école et bientôt privés d'allocations! Sauf que toutes les études prouvent que les ados décrocheurs qui ne veulent plus aller au collège ou au lycée le font contre l'avis de leurs parents et que la suppression des allocations ne sert à rien.

Violence contre les habitants des cités, accusés de participer à des bandes, accusés de trafic de drogue, accusés et stigmatisés du matin au soir, contrôlés dans le RER, contrôlés dans la cité et qui devraient accepter avec le sourire la relégation, le chômage, et les difficultés. Violence contre tous les habitants issus des immigrations qui sont la proie de toutes les discriminations à l'embauche, au logement, et éternellement accusés d'être des délinquants alors qu'ils sont d'abord les victimes de cette politique. Ce sont les grands patrons qui échappent à l'autorité de la loi, ce sont les banquiers qui trafiquent entre bandes rivales et égarent des milliards issus du travail des salariés, ce sont les plus riches qui ouvrent des comptes dans les paradis fiscaux pour refuser de payer des impôts qu'il faut traquer. Ces patrons organisent une insécurité sociale en licenciant, en délocalisant, en recrutant des précaires et des intérimaires qu'on peut virer à tout moment. Et là, nous sommes d'accord: il faut lutter contre cette insécurité!

Mais ceux-là, bien cachés derrière le bouclier fiscal, bien nourris de toutes les subventions, gavés de retraites chapeau, de «golden hello», ne risquent rien de la part du gouvernement, au contraire! Tant qu'on acceptera ces déclarations guerrières sans réagir à la hauteur des attaques, elles se poursuivront! Le NPA appelle tous les partis, tous les syndicats, toutes les associations à se retrouver pour organiser une réponse claire des habitants de notre département pour que le gouvernement nous entende «en profondeur»...
Véronique Decker



SME SAINT-MÉDARD GRÈVE POUR LES SALAIRES

LUNDI 26 avril, les salariés de SME à Saint-Médard-en-Jalles (Gironde) ont décidé de reconduire la grève pour leur augmentation de salaire.

Ce site SME (751 personnes) fait partie du Groupe SNPE (3 600 personnes). Nous produisons le propergol (carburant solide) pour le missile M51 (dissuasion nucléaire), pour Ariane V (boosters) et pour les airbags dans les voitures.

La SNPE, détenue à 99,9% par l'État, est «devenue privatisable» avec le vote de la loi de programmation militaire du 29 juillet 2009. Fin 2008, le PDG Gendry est nommé par l'État pour privatiser la SNPE en la démantelant. SME, sa partie la plus rentable, intéresse depuis dix ans le groupe Safran.

Les syndicats votent des droits d'alerte pour connaître les projets des repreneurs et retarder leurs mauvais coups. Malgré la mobilisation des salariés, Isochem, filiale de chimie fine, est vendue à Aurélius, groupe financier allemand en mars pour une bouchée de pain. Celui-ci va «rationaliser», comme ils disent, les sites puis revendre avec profit.

Les négociations entre les directions de la SNPE et de Safran bloquent sur le prix de vente de SME et sur la dépollution. Qui va payer la facture environnementale si un site est fermé plus tard par Safran? C'est dans ce contexte que les 29 et 30 mars les négociations annuelles obligatoires (NAO) 2010 ont lieu. En 2009, il y avait déjà eu une grève qui avait fait reculer la direction sur les salaires. Les grévistes avaient obtenu le maintien du talon (somme minimum garantie en augmentation générale) à 50 euros.

En 2010, la direction va plus loin dans son mépris des salariés. Elle annonce comme dernière proposition 1% d'augmentation générale et la suppression du talon. Elle y a ajouté quelques primes pour essayer de faire avaler la couleuvre et obtenir la signature de la CFDT et de la CGC.

SME a fait 21 millions d'euros de bénéfices. Du jamais vu. Les 30 mars et 1^{er} avril, des AG SUD-CGT ont eu lieu, auxquelles s'est jointe la CFDT locale. Les votes ont été unanimes: Non à la signature de l'accord! Oui à la grève pour obtenir le talon et de vraies négociations.

Il y a eu grève pendant une heure dans la foulée et une opération escargot en voiture à l'intérieur du site. Le PDG veut nous briser avant de nous vendre. S'il réussit son projet, Safran, en négociant le nouvel accord d'entreprise, pourra remettre en cause les acquis (RTT, primes diverses...) puis imposer des années de salaires au rabais.

Une grève reconductible de deux à huit heures par jour est suivie sur le site. La détermination des salariés n'a jamais été aussi forte. Ils prennent leur grève en main en «autogestion» avec le soutien de l'intersyndicale SUD-CGT-CFDT. La production est touchée. Un piquet de 200 grévistes se tenait devant l'entrée, jeudi 8 avril, et une collecte de soutien a eu un grand succès.

Correspondant NPA



PARIS-NICE À PIED POUR LES SANS-PAPIERS

Les sans-papiers s'inviteront à la clôture du sommet France-Afrique qui doit se tenir du 31 mai au 2 juin. Ce sera l'occasion de remettre sur le devant de la scène la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers et de développer la solidarité sur le parcours de la marche de Paris à Nice.

Cette année le sommet France-Afrique se tiendra à Nice du 31 mai au 2 juin en parallèle de la commémoration du cinquantième anniversaire des indépendances des pays africains. À cette occasion, les collectifs de sans-papiers réunis au ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers ont décidé d'organiser une longue marche qui partira de Paris le 1^{er} mai et parviendra à Nice la veille du sommet, pour réclamer la régularisation de tous les sans-papiers.

On pourrait s'étonner qu'un tel sommet à l'initiative de la France conclut l'année de célébration du cinquantenaire des indépendances alors même que Nicolas Sarkozy a décliné toutes les invitations à participer aux célébrations officielles qui se sont déroulées dans quatorze des anciennes colonies françaises. Mais personne n'est dupe, sous couvert d'entretenir

l'amitié franco-africaine ou d'aider au développement de l'Afrique, la raison d'être de cette grande messe n'est autre que l'urgence de préserver les intérêts impérialistes français dans le pré carré que constituent ses anciennes colonies face à l'influence croissante de la Chine. C'est pourquoi le sommet de Nice s'ouvre pour la première fois aux chefs d'entreprises qui œuvrent sur le continent africain. Cette délégation, composée de 80 Français et de 150 Africains représentera plus d'un quart des délégués du sommet. Malheureusement, on sait aussi trop bien que la défense des intérêts nationaux à l'étranger, dans la concurrence effrénée que se livrent les différents impérialismes, va souvent de pair avec des politiques nationales xénophobes, permettant de justifier idéologiquement cette guerre de tranchée. C'est également la raison pour laquelle la marche Paris-Nice pour les sans-papiers

s'inscrit d'emblée dans une dynamique plus globale de dénonciation des politiques xénophobe et post-coloniale de la France, ici ou en Afrique, et de la complicité des chefs d'États africains dans leur mise en œuvre. Outre cette dénonciation nécessaire et le fait de remettre au cœur de l'actualité politique la question des sans-papiers, c'est aussi le développement du mouvement de solidarité avec tous les sans-papiers que vise cette initiative. De ce point de vue, c'est déjà une réussite puisque des collectifs unitaires regroupant forces politiques, associatives et syndicales qui n'avaient pas toujours l'habitude de travailler ensemble se mettent en place un peu partout le long du trajet pour accueillir les marcheurs et proposer des initiatives politiques parfois de grande ampleur autour de la marche. C'est le cas notamment à Vitry-sur-Seine, Melun, Dijon, Avignon, Marseille, Cannes, Nice, etc. C'est

d'autant plus une réussite que cette dynamique permet de commencer à dépasser les divergences qui ont pu paralyser le mouvement de solidarité avec les sans-papiers en opposant la lutte des travailleurs sans papiers à celle des collectifs. Mais bien au-delà, la perspective de cette marche à la suite de l'exemplaire mouvement de grèves de sans-papiers, ainsi que le développement, l'émergence et la convergence de larges collectifs de soutien, ouvrent la possibilité de commencer à fédérer un mouvement antiraciste d'ampleur nationale regroupant aussi bien les réseaux traditionnels de soutien aux sans-papiers que les réseaux antiracistes, anticoloniaux, les associations des quartiers populaires ou les organisations politiques et syndicales de gauche, tâche aussi urgente que nécessaire.

Ambre Bragard

(Voir l'agenda page 2)

et aussi

SURCOUF, LA GRÈVE À UN TOURNANT. Les cinq magasins de l'enseigne sont touchés par un «plan social». Le repreneur Mulliez (3^e fortune de France et 9^e fortune mondiale avec 25 milliards d'euros, Auchan c'est à lui), a décidé, tout seul, de disposer des travailleurs comme on ne dispose même pas de son chien: 179 licenciements, remise en cause des rémunérations et dilapidation du savoir-faire des employés: on ne vendra plus que des produits à haute marge, quelle que soit leur qualité. L'objectif de la direction est de transformer les emplois actuels en CDD, la précarité profite au grand capital. De l'aveu même des vendeurs, il ne faudra plus aller chez Surcouf!

Après avoir racheté pour 1 euro symbolique les magasins à la bande à PPR (Pinault Printemps Redoute), Hugues, de son prénom, sort 50 millions d'euros dont 20 millions pour...PPR! 8 pour un nouveau siège social et autres babioles, mais il n'y a que des clopinettes ou la porte pour les travailleurs, voir les clopinettes ET la porte. Seulement voilà, le mépris patronal s'est heurté à la réponse

adéquate: grève illimitée avec occupation, piquet, animation, discussions avec les clients et la population. Ce n'était pas prévu au programme, mais il fallait s'y attendre: proposer 2 500 euros et une perte nette de salaire de l'ordre de 30 à 40% pour ceux qui restent, c'était au mieux une insulte. Les vendeurs et techniciens sont unis dans la grève, l'unité est totale quels que soient les syndicats et les magasins.

Après trois semaines de grève, le patronat, hier sourd, envisage maintenant de se mettre à table. Gageons que la dureté et la durée du mouvement ainsi que l'occupation des lieux y sont pour l'essentiel.

Le NPA est très bien reçu, alors passez-y, aidez-les. Solidarité totale avec les Surcouf! Les Surcouf doivent gagner!

GRÈVE À LA CAISSE D'ÉPARGNE D'ÎLE-DE-FRANCE. Après le mercredi bleu des patrons, les salariés grévistes annoncent un jeudi noir. Mercredi bleu, comme la couleur des uniformes des gardes

mobiles que le directoire avait appelés en renfort, une quinzaine de cars, jugez du peu, pour protéger le président du directoire, Bernard Comolet. Le pétocard et méprisant président qui s'autoséquestre dans son bureau du 19, rue du Louvre et refuse de recevoir les salariés depuis le 13 avril, date du début du conflit. L'assemblée générale des grévistes s'est déplacée ce mercredi sous les fenêtres du directoire de la Caisse d'Épargne d'Île-de-France et a barré la rue du Louvre pendant deux heures avant de se déplacer au Novotel – toujours sous escorte des forces de l'ordre – où une délégation des syndicats SUD, CGT et Syndicat unifié a brièvement rencontré le DRH qui n'a eu aucune nouvelle proposition à faire. Le bras-de-fer se poursuit donc entre patronat et salariés en grève et force est de constater que le bras des salariés ne tremble pas. Les grévistes ont fait une nouvelle démonstration de leur motivation et de leur combativité et ont promis aux patrons un jeudi noir, noir de la colère du personnel qui ne fait que s'accroître.



Nos emplois, pas leurs profits!

AIRBUS : UN AUTRE VOLCAN QUI SE RÉVEILLE ?

1,9% d'augmentation de salaire ainsi qu'une prime d'intéressement de 557 euros brut ; voilà ce qu'a proposé la direction lors de la dernière séance de négociation, vendredi 23 avril. Ce jour-là déjà, près de 8000 salariés ont cessé le travail à l'appel de l'intersyndicale. Voilà des années que nous battons des records de livraisons d'avions (498 avions en 2009, +63% par rapport à 2003) à coup d'heures supplémentaires, de recours à l'intérim. Le carnet de commandes est plein pour les sept années qui viennent et la trésorerie nette du groupe EADS est de plus de 9,7 milliards d'euros ! Autant dire que la direction pleure la bouche pleine ! Eh bien cette année ça ne passe pas et FO, le syndicat ultra majoritaire, savait qu'il était attendu au tournant (des élections professionnelles se tiennent en fin d'année). Nous voilà donc avec les syndicats majoritaires décidés à nous battre (jusqu'ou ?) et à l'appel de l'intersyndicale, nous bloquons depuis lundi après-midi

le bâtiment où sont déchargés les Bégulas (les avions qui apportent à Toulouse, sur les chaînes d'assemblage, les différentes parties des avions produites dans les usines anglaises, allemandes et espagnoles). Le but est de bloquer la production. Nous produisons des richesses... eh bien nous voulons notre part du gâteau !

GRÈVE INTERNATIONALE À CARREFOUR. Les trois syndicats (CGT, FO, CFDT) appellent à la grève dans les magasins Carrefour de France, vendredi 30 avril, pour des augmentations de salaires. Le patron ne propose en effet que 1% d'augmentation générale dans le cadre des négociations annuelles. Il veut aussi imposer une prime collective de non-absentéisme de 100 euros par an. Le caractère collectif de cette prime est un instrument pervers qui cherche à monter les employés les uns contre les autres (« nous allons perdre notre prime car tu es souvent malade »). Les salariés se plaignent également des continuelles restructurations qui suppriment des

emplois et dégradent les conditions de travail. Cette grève dans la multinationale française est aussi internationale. Après ceux d'Italie au début du mois, les employés de Carrefour Belgique seront de nouveau en grève, le 30 avril également, pour protester contre les fermetures de 21 magasins et les suppressions de 1672 d'emplois.

GRÈVE RECONDUCTIBLE DES POSTIERS À LONS-LE-SAUNIER.

Les salariés de la nouvelle plateforme de préparation et de distribution de courrier de Lons-le-Saunier (Jura) sont en grève reconductible, à 95%, depuis le 22 avril. Ils s'opposent à la suppression d'une tournée de facteurs, aux heures supplémentaires imposées et à l'allongement non payé des journées de travail dû au mauvais fonctionnement des nouvelles machines et à la mauvaise organisation. Leur lutte suit celle des postiers d'Arbois (Jura) qui ont obtenu, après cinq jours de grève, un poste supplémentaire et un rééquilibrage des tournées.

PHILIPS JUSQU'AU BOUT, POUR L'EMPLOI

Les salariés de Philips Dreux (Eure-et-Loir), on dû se résoudre à voir le site de production fermer le 15 avril dernier. Après des années de bataille pour le maintien de leurs emplois, cette décision leur laisse le goût amer d'une lutte inachevée.

Jeudi 15 avril 2010, Philips a définitivement fermé son dernier site industriel de télévision en Europe de l'ouest.

Après des années de résistance, de luttes contre la destruction d'une activité industrielle, contre la liquidation de milliers d'emplois, c'est encore une usine qui ferme dans la région et dans l'Hexagone, dans l'illégalité et en toute impunité. Les salariés plus que moroses quittent un à un l'entreprise avec comme « cadeau » de départ un de ces téléviseurs qu'ils ont contribué à fabriquer pendant des dizaines d'années dans cette usine. Au-delà de la colère, du sentiment d'injustice, les membres du syndicat CGT du site continuent de marteler l'idée que le groupe Philips n'a jamais été en mesure de justifier le plan de « sauvegarde » de l'emploi (PSE).

En donnant un avis (même négatif) sur la fermeture du site de Dreux, les organisations syndicales FO, CFDT, CFE-CGC et CFTC ont abandonné la lutte pour le maintien de l'emploi et ainsi anéanti de longues années d'action des salariés et du syndicat CGT du site. C'est d'autant plus rageant que par leur lutte les travailleurs avaient obtenu du tribunal de grande instance (TGI) de Chartres, la réouverture du site de Philips et le maintien de l'activité.

Les salariés s'étaient appuyés sur cette décision pour reprendre la production malgré la décision de la direction de laisser pourrir la situation en freinant la production. Son pouvoir de patron ainsi remis en cause était insupportable à la direction qui a alors menacé de licenciement les salariés qui avaient relancé l'activité.

La CGT condamne ce gâchis car les syndicalistes défaitistes de Philips ont accepté d'accompagner les licenciements, mettant 212 salariés à la rue. Pire, ils leur ont ainsi rendu tout recours très difficile.

Philips n'a jamais justifié ses arguments économiques pour fermer le site de Dreux.

En l'absence de données prévisionnelles, le syndicat CGT Philips avait toutes les raisons pour ne pas se prononcer sur ces éventuelles menaces. Aucune démonstration des difficultés économiques à venir (la prétendue sauvegarde de la compétitivité) n'a été faite. Au vu des échanges du cabinet d'expert Syncea avec la direction de Philips France, il apparaît quasi certain que la direction France et le groupe n'étaient pas en mesure de prouver la menace sur la compétitivité... les éléments n'existant pas. La direction générale s'est avérée bien incapable de fournir et de justifier les raisons économiques d'un tel projet dans le périmètre pertinent, c'est-à-dire le secteur d'activité tel que défini juridiquement.

Philips conclut cette parodie de consultation par un chantage inacceptable, obligeant les instances représentatives du personnel (CCE et CE) à donner un avis sur le plan de liquidation de l'entreprise sous peine de remettre en cause les 20000 euros d'indemnités extra-légales négociées parallèlement.

Notre conception du syndicalisme s'en trouve bafouée car, en appliquant ces pratiques déloyales, Philips, avec la complicité du syndicat FO du site, veut se prémunir contre toute ac-

tion de contestation concernant la fermeture du site de Dreux. La CGT et de nombreux travailleurs estiment être privés du droit à se défendre juridiquement.

Cette décision est d'autant plus grave qu'une fois le PSE mis en œuvre, cela va accroître les divisions entre les salariés qui acceptent, même à contre-cœur, de partir avec des primes de 54 à 73 000 euros brut, obtenues par la lutte, et ceux qui comme le syndicat CGT continuent de penser qu'il est possible et nécessaire de maintenir une activité industrielle sur le site.

Pour le syndicat CGT, cette

fermeture du site de Philips Dreux laisse un goût amer de colère à l'issue d'une lutte inachevée face au patronat. Un gâchis pour la classe ouvrière. La CGT continuera la lutte face au système capitaliste, qui broie les travailleuses et les travailleurs ainsi que leurs familles. Nos vies valent plus que la sauvegarde de la compétitivité, plus que la sauvegarde de leurs profits!

Manu Georget (Philips Dreux)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

RETRAITES MENER CAMPAGNE!

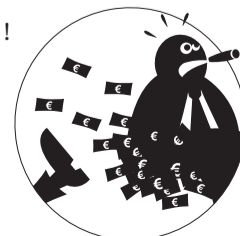
POUR ce gouvernement illégitime, s'il ne doit rester qu'une réforme, ce sera la contre-réforme des retraites. C'est donc un enjeu central tant du point de vue du gouvernement et du patronat pour faire payer la crise aux salariés que de celui des salariés, de tous les salariés (actifs du privé comme du public, jeunes, retraités, chômeurs...) comme point de cristallisation du rapport de forces. Face à la détermination du gouvernement et du patronat, il n'y a aucune échappatoire en dehors de la mobilisation de masse, donc la nécessité de la construction d'une mobilisation d'ensemble capable de bloquer le pays et de mettre en mouvement la classe ouvrière, les couches populaires, la jeunesse. Le NPA avance des réponses anticapitalistes à la fois précises sur le terrain de la défense de la retraite comme le salaire socialisé, et articulées globalement au refus de payer la crise capitaliste donc en plaçant les questions de la répartition des richesses, du partage du travail (interdiction des licenciements, réduction massive du temps de travail...), du contrôle et de la socialisation au cœur de la campagne. La confrontation qui doit s'engager revêt une dimension européenne évidente (situation en Grèce, Espagne, Portugal...).

En même temps et sans se limiter aux dates et rendez-vous des organisations syndicales, la mobilisation doit se construire au travers de cadres unitaires pour rassembler tous celles et ceux qui ne veulent pas rester l'arme au pied à attendre la défaite annoncée. L'appel unitaire « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites », initié par la Fondation Copernic et Attac et signé largement par des chercheurs, des militants et responsables politiques, syndicaux et associatifs constitue un point d'appui à cette construction. Il prend position sur les questions essentielles : le bilan catastrophique des réformes menées depuis 1993, le refus de la suppression de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, de la remise en cause du calcul sur les six derniers mois d'activité des retraités du secteur public, de l'allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein. Et surtout, il affirme qu'il n'y a ni problème démographique ni problème de financement, mais un véritable choix de société et de partage des richesses.

Les collectifs, les plus larges possible, doivent jouer tout leur rôle dans les débats, la mise en avant de mots d'ordre pour la lutte, pour la construction de l'indispensable rapport de forces capable de faire reculer le gouvernement.

Il faut donc multiplier avec ces comités unitaires une activité militante, des réunions publiques et des initiatives de mobilisations. D'ores et déjà de nombreux collectifs se mettent en place, des meetings unitaires sont programmés comme à Paris le 6 mai prochain ou à Marseille le 7 juin.

Mener campagne c'est tout cela !
Sandra Demarcq



(Voir l'agenda page 2)

SERVICES ET RUR

Parler du service public en milieu rural, c'est décrire un territoire spécifique en termes de population et d'aménagement structurel. Mais c'est aussi aborder la manière dont l'État gère l'aménagement du territoire en contradiction avec les droits qui sont communs à l'ensemble de sa population. Le tout dans un contexte international où un ensemble de règles vise à substituer la rentabilité à l'égalité. En 2004, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin annonçait au Congrès des maires la création de la Conférence nationale des services publics en milieu rural qui a été installée en février 2005. Il s'agissait d'adapter des structures pour qu'elles soient « efficaces » et d'entamer un « dialogue » avec les élus locaux avant toute restructuration.

Être « efficace » et « moderniser » le service public, avec des arguments dont la dette publique est l'étendard, revient à désengager l'État de son rôle de cohésion sociale. Cette politique, dans des territoires à faible densité de population, avec des affirmations comme « pourquoi une gare, s'il n'y a plus de voyageur », s'est vite transformée en « pourquoi une gare s'il y a peu de voyageurs ». D'un calcul pragmatique (comme ne pas désirer un aéroport dans chaque ville), on est vite passé à un calcul de rentabilité. Cela se traduit par « la mise en commun des moyens et des prestations entre les différents réseaux de services », c'est-à-dire différentes fusions et regroupements (cartes scolaire, judiciaire, sanitaire, Pôle emploi) mais par « l'évolution des réseaux » et « les dispositifs financiers et juridiques permettant de les accompagner » (Poste, SNCF, EDF-GDF).

Le « dialogue » n'est qu'une pseudo-concertation mise en œuvre par les préfets associant les élus. Il s'agit de réduire l'offre pour qu'elle soit en adéquation avec la rentabilité demandée (diminution d'horaires et de personnels, fermeture partielle ou totale), puis de regrouper les services et de faire des expérimentations comme les maisons de services publics (MSP) mises en œuvre dans les années 1990. L'assouplissement du cadre juridique qui permettrait à ces MSP de combiner en leur sein services publics et privés risque de les faire s'éloigner de la notion même de service public pour s'approcher de celles de services au public. On passe ainsi d'une approche centrée sur l'usager à celle d'une logique clients. Avec une démarche « peu importe qui rend le service pourvu qu'il soit rendu », les partenariats public-privé et les privatisations, on s'achemine de fait vers la fin du service public dit « à la française », dont les territoires ruraux ne sont que la partie émergée de l'iceberg.



LES SERVICES PUBLICS TERRITORIAUX

Ils sont au cœur des services publics locaux en milieu rural : personnels des écoles maternelles et primaires, des services techniques et administratifs, des petites bibliothèques ou de services de repas à domicile. Leur sort n'est guère comparable à celui de leurs homologues des plus grandes collectivités relevant pourtant comme eux du statut de la fonction publique territoriale. Si en théorie, ils bénéficient des mêmes droits, ceux-ci sont difficiles à faire appliquer du fait des budgets des collectivités, mais également des rapports sociaux qui y prévalent, oscillant souvent pour le meilleur et pour le pire entre autoritarisme et paternalisme. De plus, le secteur reste marqué par un fort taux de précarité : emplois aidés, forte présence d'agents à temps partiel. Enfin, les communes de moins de 1 000 habitants peuvent ne recourir qu'à des agents non titulaires. Si les règles d'hygiène et sécurité

qui s'y appliquent relèvent aujourd'hui des codes du travail, l'inspection du travail n'en a pas la compétence. La fonction publique territoriale est d'ailleurs un secteur particulièrement exposé aux risques et à la pénibilité. Les petites collectivités sont aussi soumises aux décisions de l'État sur leur territoire. La fermeture d'une école, la suppression d'emplois ou la diminution hebdomadaire des agents territoriaux. Lors de négociations de conventions financières, là aussi, l'emploi n'est pas protégé. Nombre de collectivités encaissent l'argent du travail supplémentaire à des employés territoriaux.

À VOTRE SANTÉ !

Avec la santé publique, le ministère de la Santé s'est spécialisé dans l'amputation ! Avec la fermeture des blocs opératoires pratiquant moins de 1 500 actes annuels et susceptibles de ne pas garantir les normes de sécurité, il accentue la guerre contre les hôpitaux publics de proximité. La loi Bachelot généralise les pratiques antérieures, les rendant plus opérationnelles par la mise en place des Agences régionales de santé. Depuis, 113 blocs sont concernés dont certains sont déjà fermés et 182 autres sont menacés. Des centaines de structures hospitalières sont démantelées et fragilisées, ce qui ne veut pas dire que l'offre n'existe plus, mais qu'elle est désormais assurée par le privé (quand il ne veut pas s'installer matériellement au sein de l'établissement public comme à Brive, en Corrèze). À cela s'ajoute la suppression de services spécialisés comme celui de la radiothérapie (Guéret, dans la Creuse), avec toujours des arguments de « sécurité » alors que le matériel est moderne mais que le nombre de patients n'est pas jugé « suffisant ». Entre la proximité nécessaire pour des patients dont le cancer

est déjà un combat et le calcul comptable, le combat pour Roselyne Bachelot qui, pour justifier la grippe A, assène que quand il est question de santé, on regarde pas à la dépense... Par cette désertification sanitaire, on laisse de plus en plus isolées et démunies qui ne consultent plus et 20% des Français. Les files d'attente s'allongent et les soins sont de moins en moins nombreux sous pression plus vite et forcément moins bien l'accueil et le suivi. Au problème de l'hôpital public, doit s'ajouter la santé en milieu rural. Que ce soit pour les spécialistes (dentistes...) ou les généralistes qui partent à la recherche de la possibilité de reprise de l'activité, les zones rurales sont désertées que le sud de la France, en raison d'un service de soins étendu et du peu de rotations possibles pendant les week-ends de garde.

vements

S PUBLICS RALITÉ



LA POSTE ET SES « TONTONS FLINGUEURS »

Recrutements sur des postes précaires, concession au privé de pans d'activité, changement de statut ouvrant la porte à une privatisation, voilà la réalité postale. En milieu rural, la situation comporte des particularités qui ne sont que plus aggravantes.

En premier lieu, le constat est dramatique en termes d'aménagement du territoire. Dans de nombreuses communes rurales, la poste reste un des derniers services publics de proximité, le facteur étant parfois le seul contact humain pour une population isolée et vieillissante.

La politique de la direction de La Poste consiste à « inciter » les communes dont la quantité d'opérations n'est pas « suffisante », à transformer leur structure postale en Agence postale communale dans la mairie ou en Point Poste chez un commerçant. Dans les deux cas et malgré les « aides », il s'agit bien d'une fermeture du bureau de poste et d'une diminution de l'offre de service (plus importante dans le cas du Point Poste). Le transfert vers la mairie ou le commerce est précédé d'une diminution des horaires d'ouverture. Une faible quantité d'opérations entraîne également cette diminution qui, à son tour, réduit le nombre d'opérations, etc. C'est le serpent qui se mord la queue.

Depuis la manifestation de mars 2005 à Guéret, le gouvernement a modifié sur la forme ces procédés, avec la Charte des services publics signée par Raffarin et incitant l'État et les opérateurs de service public à une consultation préalable des élus. Cela se matérialise par la technique « des tontons flingueurs » ! La direction départementale de la Poste et un « expert » font le tour des municipalités ciblées par une fermeture et expliquent que le choix revient in fine à la municipalité. Voulez-vous garder une présence postale par le biais d'une délégation municipale ou chez un commerçant ou ne voulez-vous plus rien ? Face à ce choix, les maires plient souvent l'échine et avalisent donc le choix de La Poste. Mais la résistance existe, et cette déstructuration ne passe pas comme une lettre à la poste.

1. Prise en charge d'une partie du financement du personnel, pour une période d'un à neuf ans. Mais que se passera-t-il à la fin de cette période et comment se fera la comptabilité lors de l'ouverture totale du marché postal au niveau européen avec une gestion municipale considérée comme une subvention dans un marché « libre et non faussé » ?

LES COLLECTIFS DE DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS

Malgré la guerre idéologique menée sur le thème d'un service public inefficace et d'une fonction publique favorisée, l'opinion publique, sondage après sondage, reste attachée à son « bien commun », hérité du Conseil national de la Résistance. Le nombre des attaques entraîne des luttes. Les choses ne sont plus aussi éparpillées qu'il y a une dizaine d'années. Des tentatives de convergences, comme avec la Coordination des hôpitaux et maternités de proximité (Saint-Affrique, Aveyron, 2003) ou la Convergence des collectifs service public (Guéret, Creuse, 2005) puis les coordinations construites nationalement (Collectif contre les franchises, votation citoyenne pour la poste, États généraux du service public, etc.), montrent la nécessité d'unifier ces mouvements. Pourtant, les difficultés restent entières concernant l'articulation entre des revendications nationales et sectorielles, les relais locaux dans les mo-

bilisations et le manque de lien entre ces initiatives. S'il n'est plus anodin de rencontrer localement des infirmiers, postiers, enseignants et cheminots partager une tribune avec des usagers et des élus, la dernière mobilisation nationale sur le thème du service public date de novembre 2005 ! Depuis, c'est une multitude d'actions dites décentralisées qui font figure de revendication générale. La question de la globalisation des luttes, parce que l'attaque sur le service public est générale et cohérente, doit rester en ligne de mire. Il faut que les convergences entre les différents services se multiplient, associant les usagers, les élus et les organisations syndicales, politiques et associatives, pour défendre le service public et construire le rapport de forces nécessaire.

QUE FAIRE ?

Si le service public doit s'adapter en tenant compte de la démographie, il n'en reste pas moins que les valeurs qui le fondent doivent être préservées. Égalité d'accès et péréquation financière qui en découle doivent être la règle. C'est une question d'égalité de traitement mais aussi une perception différente de l'aménagement du territoire. Alors que les territoires ruraux se désertifient et que l'on favorise les métropoles régionales avec les problématiques de surpopulation que cela entraîne, il est urgent de changer de politique.

L'implantation du service public est la pierre angulaire d'une société qui veut répondre aux problèmes cruciaux de notre époque et la proximité n'est pas négociable.

Les problématiques de l'emploi, souvent à l'origine des mouvements de population, peuvent s'améliorer par les nouvelles technologies, un réseau de transport public efficace et gratuit, de nouveaux emplois liés au secteur rural (agriculture/alimentation, eau, bois, etc.). Ces éléments peuvent inverser le processus d'exode rural.

Le service public est le patrimoine commun de ceux qui n'en n'ont pas. C'est la garantie de l'accès aux besoins fondamentaux et cela nécessite une véritable organisation de ces services en termes d'accès, d'égalité et de continuité. C'est un choix de société qui permet de vaincre les discriminations, qu'elles soient géographiques ou sociales. C'est le seul moyen pour que l'État assure la cohésion sociale entre les territoires et la population. Il faut donc reconquérir les services publics en revenant sur les privatisations, leur assurer un monopole qui les protège du marché, les développer en créant ceux qui sont aujourd'hui devenus nécessaires, comme celui de la petite enfance et du quatrième âge.

C'est également l'outil nécessaire pour harmoniser notre politique environnementale (transport public fret et voyageur, gestion de l'eau, habitat, etc.) et la défendre au niveau européen. Ce n'est qu'à cette échelle que les choses prendront du sens et de l'efficacité.

ditions définies dans le
s le contrôle. La fonc-
r reconnu comme par-
rité.

aléas de la présence de
ole a ainsi pour coroll-
n du temps de travail
la création d'agences
ie, dans le cadre d'une
as toujours au rendez-
nt de la Poste et ajou-
rés souvent mal rému-

oix a été tranché. C'est
gabegie financière de
santé publique, on ne

côté les personnes les
que plus, soit entre 15
gent, les personnels de
et condamnés à faire
s soins nécessaires.

celui de l'accès à la
cialistes (ophtalmolo-
ent à la retraite sans
les sont moins attrac-
cteur géographique de
our assurer les nuits et



SALAH HAMOURI TRISTE ANNIVERSAIRE

Le sort de Salah Hamouri rappelle celui de milliers de Palestiniens emprisonnés.

LE 25 AVRIL, Salah Hamouri a eu 25 ans. C'était le sixième anniversaire que le jeune franco-palestinien «fêtait» derrière les barreaux de sa prison. C'est en effet le 13 mars 2005 que les autorités israéliennes ont arrêté Salah, pour le condamner trois ans plus tard, après une rocambolesque procédure judiciaire, à sept ans de détention. «*La justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique*», écrivait en son temps Clémenceau, pour une fois bien inspiré. Le cas de Salah est exemplaire: sept ans pour «complot» et «appartenance aux jeunesse du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)».

Le «complot» serait un délit d'intention, Salah étant accusé d'avoir «projeté» d'assassiner le rabbin Ovadia Yossef, leader spirituel du parti ultra-religieux Shaas. Mais rien n'a été démontré: ni témoin ni preuve matérielle. Rappelons que le rabbin Yossef s'est distingué ces dernières années en traitant les Arabes de «fourmis qui pullulent», de «vipères», et en appelant à «anéantir» les Palestiniens à coups de «super missiles». Il a également déclaré que les victimes du génocide juif étaient la réincarnation d'âmes pécheresses qui devaient expier leurs fautes. Sans avoir été condamné par un quelconque tribunal.

Le récent rapport Goldstone, commandé par les Nations unies pour enquêter sur les crimes perpétrés lors de l'offensive israélienne sur Gaza en 2008-2009, n'indique pas seulement qu'Israël aurait commis des crimes de guerre, voire contre l'humanité. Il rappelle aussi que «*le système de justice militaire auquel les Palestiniens [...] sont soumis les prive de la garantie d'une procédure régulière qu'exige le droit international*».

Plus de 10000 Palestiniens croupissent dans les geôles israéliennes dont près de 1000 n'ont pas été jugés et n'ont pas reçu de chef d'accusation. Rapporté à la population des territoires occupés (environ 4 millions), ce total équivaldrait en France à 160000 prisonniers politiques! L'emprisonnement arbitraire est un rouage essentiel de la politique israélienne. Depuis 1967, plus de 700000 Palestiniens ont transité par les prisons israéliennes, soit 18% de la population. Chez les hommes de 20 à 50 ans, cette proportion dépasse les 50%... Des chiffres qu'il faut rappeler à l'heure où le monde semble s'émouvoir de la vidéo récemment diffusée par le Hamas, mettant en scène le seul prisonnier israélien, Gilad Shalit. Alors que les gouvernements occidentaux, France en tête, exigent bruyamment sa libération immédiate, aucun d'entre eux ne demande de comptes à Israël sur ses prisonniers. L'hypocrisie et le «deux poids, deux mesures» doivent cesser: Salah Hamouri et l'ensemble des prisonniers palestiniens doivent être libérés.

Julien Salingue

Toutes les informations sur la campagne pour la libération de Salah sur www.salah-hamouri.fr
Pour écrire à Salah: Salah Hamouri, Doar nah Guilboa, 10900-Beit shean, Israël



Athènes, le 22 avril. Manifestation contre les mesures d'austérité du gouvernement Papandréou. (REUTERS/YIORGOS KARAHALIS)

GRÈCE

NON AUX PLANS DE L'UE ET DU FMI!

Les coups terribles portés contre les conditions de vie du peuple grec sont mis en scène, afin de les faire accepter comme une fatalité.



Les institutions grecques et l'Union européenne (UE) font tout pour exclure la possibilité d'une protestation radicale face à leurs attaques contre la population. De leur côté, les journaux étrangers n'en finissent pas de radoter sur «*les Grecs*» qui «*truquent les chiffres*» et «*viivent au-dessus de leurs moyens*», ou sur la «*tragédie grecque*» à l'œuvre, avec l'impossibilité d'échapper aux spéculateurs. Quant au Premier ministre Georges Papandréou (Pasok), il a choisi le joli port d'une petite île pour demander l'activation du programme de prêts de l'UE (30 milliards d'euros), et du FMI (entre 10 et 15 milliards), en s'appuyant sur des références littéraires comme l'*Odyssee*. De telles mises en scène semblent fonctionner: le gouvernement socialiste, malgré la trahison totale de ses promesses électorales, devance la droite de

8,5% dans les sondages. Mais elles offrent aussi des contradictions qu'on ne se privera pas de mettre en avant: qui sont les terribles Cyclopes que combat Ulysse, les magiciennes qui transforment les marins en pourceaux (en «*PIGS*»: Portugal, Irlande, Grèce, Espagne!), sinon les représentants des gouvernements et des patrons qui, en s'attaquant au petit Ulysse grec, veulent surtout engager une totale remise en cause de tous les acquis du mouvement ouvrier en Europe? Inutile donc de s'appesantir sur les dangers du célèbre chant des sirènes: «*Ouvrez les yeux, fermez la télé!*» est dans la période plus vrai que jamais, en Grèce comme ailleurs. N'a-t-on pas ainsi entendu le présentateur des infos sur France 2 indiquer que la manifestation du vendredi 23 avril, appelée par les syndicats de base et la gauche antilibérale et anticapitaliste pour protester contre les

diktats de l'UE et du FMI, était une initiative de «*l'ultra-gauche*», sous-entendu violente et minoritaire? En revanche, ce qui n'est pas souligné aux infos, mais qui est ressenti sur le terrain par la population, c'est la bonne idée des émissaires du FMI de fouler le sol grec à la date anniversaire du début du régime de la junte militaire soutenue par les USA (du 21 avril 1967 à l'été 1974). Un tel symbole parle beaucoup plus que toutes les mises en scène évoquées et ne peut que renforcer la colère populaire face aux nouvelles menaces. Les mesures accablantes déjà prises en février et mars ne suffisent pas à l'UE et au très socialiste président du FMI Dominique Strauss-Kahn, qui explique qu'il faut étendre au privé les coupes appliquées au secteur public et qu'il faut aller plus loin (salaires, droit du travail) avec une cure de déflation pour que la Grèce devienne concurrentielle!

Tout est donc fait pour que les travailleurs se résignent devant l'ampleur de la riposte à construire, et la riposte syndicale (les syndicats sont dirigés par le courant Pasok) n'est pas à la hauteur, malgré la pression exercée par les syndicats de base. La crainte des bureaucrates est alignée sur celle des bourgeois: la colère ouvrière, telle qu'on l'a vue le 22 avril (grève du secteur public) et le 23, pourrait devenir explosive. Après un 1^{er} Mai qui pourrait être très très combatif mais s'annonce divisé, et avec la perspective d'une grève générale le 5 mai, comment élargir et unifier les mobilisations, très nombreuses chaque jour mais partielles (actuellement: grève des marins, des transports en commun...)? Un début de réponse est la constitution, encore trop faible, de comités unitaires contre les mesures scélérates.

Andreas Sartzekis

et aussi

ESPAGNE ANTIFRANQUISTE. Des milliers de personnes se sont rassemblées, samedi 24 avril, dans de nombreuses villes d'Espagne, en solidarité avec le juge Baltasar Garçon et les victimes de la dictature franquiste. Baltasar Garçon essaye d'enquêter sur les disparitions de la dictature franquiste et il est pour cela menacé de suspension par le Tribunal suprême car ces faits sont amnistiés. Votée en 1977, une loi d'amnistie, mettant sur le même plan les bourreaux et les victimes, a permis la survivance de l'appareil répressif franquiste dont on retrouve encore des traces, en particulier dans la machine judiciaire. Elle a été votée à l'époque avec l'appui du PSOE et du PCE qui ont monnayé leur soutien à l'économie capitaliste en échange de réformes démocratiques. Derrière les nécessaires justice et vérité, il y a aussi la remise en cause d'une politique de collaboration qui se poursuit aujourd'hui avec la politique libérale du gouvernement socialiste de Zapatero, soutenue par les directions syndicales.

JUSTICE CLIMATIQUE. Du 19 au 22 avril, la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la «*terre-mère*» a rassemblé à Cochabamba (Bolivie) 20000 représentants des mouvements sociaux, peuples indigènes, syndicats, ONG. Résolument anticapitaliste, la déclaration finale portée par les gouvernements bolivien et vénézuélien au sein du processus de négociation onusien exige un accord international ambitieux, imposant aux pays riches d'assumer leurs responsabilités historiques (50% de réduction par rapport à 1990 d'ici à 2017; financement des politiques antiréchauffement dans les pays du Sud à hauteur de 6% de leur PIB). Elle propose la création d'un «*tribunal de justice climatique*» international et invite à construire «*une déclaration universelle des droits de la terre-mère*». Au-delà de ces conclusions, l'intérêt de Cochabamba a résidé dans une articulation originale entre mouvements et institutions, en l'occurrence des gouvernements latino-américains progressistes.

THAÏLANDE: L'IMPASSE. Les Chemises rouges ont fait des concessions en acceptant une dissolution de l'Assemblée dans 30 jours avec élections dans les 60 jours qui suivent. Les négociations avec le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva avaient commencé sur cette base mais ont été rompues, vraisemblablement sous la pression des membres les plus conservateurs du gouvernement. L'utilisation d'armes de guerre au cours des violences du 22 avril (qui ont fait un mort) montrent qu'il y a une division très profonde au sein des forces armées. Le blocage du quartier de luxe de Rajaprasong entre maintenant dans sa septième semaine mais il est très difficile de savoir comment la situation va évoluer: le gouvernement va-t-il céder aux pressions des rouges ou organiser une nouvelle répression au risque de provoquer un bain de sang? La lutte de classes entre les laissés-pour-compte et l'establishment et celle au sein même des classes dirigeantes rend la situation instable et imprévisible. (Voir le blog *Extrême Asie*: <http://daniellesabai.wordpress.com>)



THÉÂTRE

Karl Marx, le retour

Marx est revenu une dernière fois pour s'expliquer. Sur scène, entre une photo de sa femme et un pique-nique improvisé, il raconte ses souvenirs familiaux, ses querelles politiques avec Bakounine, ses débats d'idée, son exil, ses filles. Il constate aussi que le monde ne va pas mieux.

Howard Zinn, l'auteur de cette pièce originale et truculente, souhaitait « sauver » Marx des pseudo-communistes ayant déformé ses idées mais aussi de tous ces intellectuels et autres politiciens d'aujourd'hui qui clament le triomphe du capitalisme. Émile Salvador interprète brillamment le vieil homme barbu et réalise une vraie performance d'acteur. Non, Marx n'est pas mort, l'actualité lui donne raison chaque jour!

Théâtre du Lucernaire, jusqu'au 30 mai du mardi au samedi à 18h30, le dimanche à 15 heures (www.lucernaire.fr).

Linda Sehill



CINÉMA

MAMMUTH/Gustave de Kervern et Benoît Delépine

Au moment de la réforme des retraites, ce road movie se focalise sur Serge qui, à l'heure de la retraite, part sur les routes à la recherche de bulletins de paie, pour racheter des trimestres et augmenter quelque peu sa faible pension. Le couple Yolande Morreau/Depardieu ouvre le film dans un festival de répliques et de situations hilarantes. Comme les films précédents de Kervern et Delépine, la route est le fil conducteur de cette histoire que Gérard Depardieu sert à la perfection. Il signe ici l'un des meilleurs rôles de ces 20 dernières années. La caméra de Delépine et Kervern sait parfaitement se servir de la bonhomie du comédien pour imposer ce personnage sensible et touchant. Ce film est une des trop rares œuvres qui met les prosos en avant et brosse un portrait magnifique de ces héros du quotidien.

Thibault Blondin



MUSIQUES

BLUE EYED BLACK BOY/ Balkan Beat Box/ CRAMMED DISC

La joyeuse bande originellement formée à Tel-Aviv, mais puisant largement son inspiration dans la musique des Balkans au sens large, et en particulier tzigane, nous revient avec un album encore plus internationalisé, s'il était possible, que le précédent. « Migrants universels », les trois comparses rassemblés autour de l'ancien clarinettiste de Klezmer (style typique de la culture ashkénaze), Ori Kaplan (désormais passé au saxo), ont su ainsi multiplier les chemins de traverse géographiques pour orienter encore davantage un joyeux foutoir explosif et polyphonique. Il devient dès lors impossible d'en démêler toutes les généalogies, ce qui ne reste pas bien grave finalement. Surtout que l'ensemble garde une saveur unique, dont on ne saurait trop conseiller de s'enivrer des effluves rythmiques, notamment sur scène.

King Martov



BD

UNE CHANCE SUR UN MILLION/Giner Bou, Duran/DARGAUD/

14,50 EUROS Miguel Giner Bou et Cristina Duran sont des dessinateurs de Valence, dont la fille est née en 2003. Dans ce récit très personnel, ils racontent comment leur fille, Laia, victime d'une paralysie cérébrale, a été placée, dès la naissance, en soins intensifs. Les jeunes parents doivent désormais faire face à une situation qu'ils n'imaginaient pas : séances de rééducation, séjours réguliers à l'hôpital. Sur un sujet aussi sensible, les auteurs évitent le pathos grâce à des dialogues pudiques et un souci de toujours relativiser leurs propres problèmes. Cet ouvrage retrace les premières années de leur vie de jeunes parents : il rend justice à la volonté de vivre de leur petite fille et constitue aussi un témoignage des discriminations dont souffrent les enfants atteints de handicap.

Sylvain Pattieu



www.lcr-lagauche.be des militantes voilées parlent

Les 19, 20 et 21 avril, la LCR (Belgique) a organisé une série de conférences-débats sur le thème des offensives islamophobes et sexistes ayant lieu en Belgique. Il s'agissait, afin de contribuer à briser les nombreux stéréotypes et préjugés dominants – y compris à gauche – de donner la parole à celles que l'on n'entend jamais et qui sont pourtant les premières concernées : des femmes musulmanes portant volontairement le foulard et qui luttent pour leurs droits en tant que femmes, étudiantes, travailleuses et citoyennes à part entière. Elles peuvent être entendues grâce à des vidéos. Ilham Moussaid, membre du NPA (France) a participé à ces conférences.

http://sanspapiers.internetdown.org

Alors que les sans-papiers s'apprentent à marcher de Paris à Nice, voici un site très utile pour toutes celles et tous ceux qui doivent pouvoir se défendre et éviter l'expulsion en cas d'arrestation. Depuis quelque temps, les arrestations et les procédures d'expulsion se sont multipliées. Outre les arrestations de sans-papiers lors de contrôles de routine, beaucoup se font contrôler et arrêter lors de rafles et de plus en plus de personnes se font interpellées chez elles. Connaître le cadre légal peut permettre à chacun de l'utiliser pour empêcher une expulsion. La brochure que vous trouverez sur ce site explique la procédure destinée à expulser les sans-papiers. Elle peut servir à tous les sans-papiers et leur entourage afin de se familiariser avec le vocabulaire juridique et de connaître la procédure pour mieux se défendre. Bref, téléchargez-la!

CENSURE LA DROITE SE PREND LES PIEDS DANS LES AMPLIS

Ces dernières semaines, la droite du sarkozysme s'est illustrée par son opposition à deux festivals musicaux, afin de mettre en difficulté les élus socialistes. La fraction conservatrice reprend l'offensive au sein de la majorité présidentielle et ouvre un espace supplémentaire à l'extrême droite.

Tout d'abord, comme nous en informe *Libération*¹, les députés UMP, Yanick Paternotte et Claude Bodin, co-signataires de la tribune « Respectons l'engagement de 2007 »² demandent, le 8 avril, l'interdiction du concert de rap Maghreb United³ programmé deux jours plus tard au Zénith de Paris. Les deux élus du Val-d'Oise sont « scandalisés de constater qu'une telle manifestation ait pu être autorisée par le maire de Paris pour mettre à l'honneur [...] les appels à la haine et à la violence de pseudo-chanteurs n'ayant cessé de bafouer et d'insulter nos valeurs nationales ». Manque de bol, le Zénith de Paris est géré par l'établissement public de la Villette, c'est-à-dire... par l'État. Les deux élus UMP ont manqué une occasion de se taire.

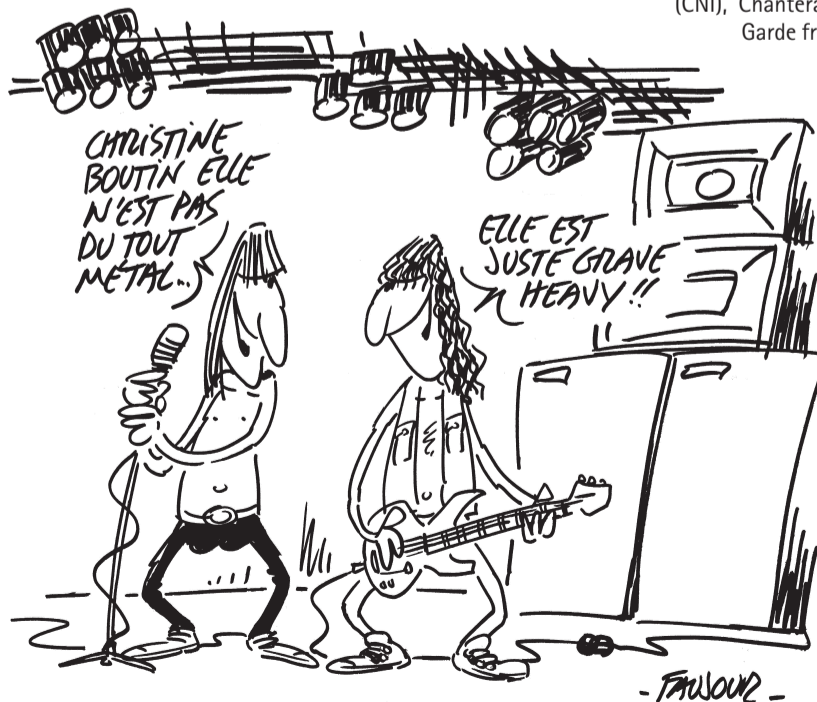
Concernant la deuxième « affaire », on aurait pu croire à une opération de diversion visant à dissimuler les scandales auxquels le Vatican est confronté (négligence, pédophilie...). En réalité, la condamnation du festival Hellfest de Clisson⁴ (Loire-Atlantique) par Philippe de Villiers et Christine Boutin est un « coup » orchestré à quelques jours du scrutin régional en Pays-de-Loire.

Rappel des faits. Mi-février, l'association anti-IVG Cité et culture⁵ fait parvenir un questionnaire aux candidats de la région, dont l'UMP Christophe Béchu et le PS Jacques Auxiette. Parmi les questions, on peut lire, concernant la culture, une interpellation sur les subventions octroyées au Hellfest par le conseil général et le conseil régional⁶. Afin, sans doute, de mobiliser l'électorat de droite, Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), enfourche ce cheval de bataille jusqu'ici monté par Gonzague de Chanterac⁷. Il déclare à la tribune du meeting départemental de la liste conduite par Christophe Béchu (en présence de François Fillon) à Nantes, le 11 mars : « Nos valeurs ne sont pas celles qui poussent le conseil régional actuel [socialiste ndla] à financer un festival sataniste ». Durant l'entre-deux tours, la présidente du Parti chrétien-démocrate Christine Boutin enfonce le clou et envoie une lettre ouverte au PDG de Kronenbourg (partenaire du Hellfest). Elle y dénonce « un festival qui véhicule et promeut la culture de mort ».

Le 30 mars, à l'Assemblée nationale, le député socialiste Patrick Roy demande à Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture, de

se démarquer des propos tenus par Villiers et Boutin. Sa réponse⁸ crée la polémique parmi les parlementaires de droite, MPF en tête, et les tensions s'exacerbent au sein du comité de liaison de la majorité présidentielle (dont le CNI est absent). Ce qui est assez savoureux, il faut bien l'admettre. Pourtant, l'offensive de l'aile droite de la majorité présidentielle, à laquelle Sarkozy donne des gages ces dernières semaines, donne crédit à l'activisme d'extrême droite : la campagne de lobbying contre le festival Hellfest se poursuit, essentiellement portée par des groupes et sites catholiques intégristes, nationaux-catholiques et nationalistes.

Gabriel Gérard



1. *Libération*, 9 avril 2010.

2. Parue dans *Valeurs actuelles*, n° 3826, cette tribune structurée par « la fierté de notre identité culturelle » revendique, entre autres, l'emploi, la sécurité, l'arrêt de l'immigration de peuplement et la fin des 35 heures.

3. Le projet *Maghreb United* est un album sorti en juin 2009, à l'initiative de Rim'K, rappeur du groupe 113, et 40 artistes des scènes rap et R'n'B françaises. Puis une tournée dont le point d'orgue est un concert prévu au Zénith de Paris.

4. Ce festival rock-métal existe depuis 2006. Le programme 2010, assez alléchant pour les fans du genre, est consultable sur www.hellfest.fr.

5. Cette association de Cholet est proche des intégristes d'Ictus.

6. Moins de 1% du budget du festival selon les organisateurs.

7. Secrétaire général des jeunes du Centre national des indépendants (CNI), Chanterac, qui a été proche des nationaux-catholiques de la Garde franque et du FNJ, est co-listier de Christophe Béchu, dans le cadre d'un accord départemental UMP/MPF de Vendée. Un « accord amical » entre Villiers et Gilles Bourdouleix (président du CNI) a été conclu.

8. « Des affiches faisant référence à la mythologie associée à cette musique susciterait un certain émoi et le bruit court que le doux pays du Puy-du-Fou deviendrait le gouffre de Lucifer. Allons, il faut raison garder! »



14-18. LES REFUS DE LA GUERRE. UNE HISTOIRE DES MUTINS

ANDRÉ LOEZ

FOLIO HISTOIRE

692 PAGES

12,10 EUROS



l'essai

« LA révolution ou la fin de la guerre », exigeait l'un des mutins de mai 1917 sur le billet figurant en couverture de ce livre. De nombreux spécialistes ont salué les apports de la thèse soutenue en 2009 par André Loez, qui enseigne à la fois en lycée et à Sciences-Po. Il en a tiré un ouvrage prenant, et qu'il faut lire aussi pour la multiplicité de ses enjeux. Sur les mutineries dans l'armée française qui culminèrent au printemps 1917, pouvait-on encore s'en tenir à la version officielle livrée en 1967 par Pedroncini, si favorable à Pétain? Les travaux ultérieurs avaient-ils mesuré l'ampleur de ce mouvement surgi fort tard, et montré pourquoi et comment il avait trouvé à se développer dans un contexte si hostile? À ces questions et à beaucoup d'autres, André Loez répond avec des données inédites et une finesse d'analyse dont n'avait jamais bénéficié ce sujet. Peu de ces mutins étaient des révolutionnaires ou des pacifistes militants, mais s'ils imaginèrent une sorte de « grève des tranchées », les manifestations et les grèves entourant le 1^{er} Mai 1917, comme les nouvelles parvenues de Russie ou la perspective de la conférence socialiste internationale de Stockholm pour mettre fin à la guerre n'y furent pas pour rien. Ce livre remarquable ne fait pas que rendre hommage à ceux qui osèrent « prendre la parole » ce printemps-là, il permet « d'entamer une réflexion sur le fonctionnement de l'institution militaire », ainsi que disait récemment devant le comité central de la Ligue des droits de l'homme André Bach, ancien officier général qui acheva d'ouvrir les archives de l'armée sur ces mutineries. C'est aussi (et peut-être surtout) une importante contribution à la compréhension des soulèvements anti-autoritaires, qu'ils débouchent ou non sur des révolutions.

Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

IL Y A 60 ANS ÉDOUARD MAZÉ ASSASSINÉ

Le 17 avril 1950, à Brest, Édouard Mazé, ouvrier CGT de 26 ans, tombait sous les balles des forces de l'ordre, lors d'une manifestation « pour le pain, la paix et la liberté ».



Brest, le 17 avril. 300 personnes ont rendu hommage à Édouard Mazé. (DR)



Dans le Brest en ruine des années d'après-guerre, mal nourris, mal logés, mal guéris des deuils, des souffrances, des privations de quatre années d'occupation nazie, les travailleurs remettaient en ordre la cité, souvent dans les pires conditions. Les ruines se relevaient rapidement. Le moment était venu, pour les travailleurs, qui n'avaient pas ménagé leur peine, d'exiger une plus juste rémunération de leur travail. Ainsi, Pierre Cauzien, blessé par balle lors de cette manifestation, résumait la situation à Brest en 1950. À cette époque, la CGT, comme l'Union des femmes françaises (UFF), sont les courroies de transmission d'un PCF complètement stalinisé. En face, la droite les qualifie de « moscouitaires ». Sur fond de guerre froide et de mobilisations anticoloniales radicales initiées par le PCF, gouvernement et police opposent une violence d'État extrême. L'argent remplit les poches des employeurs et finance la guerre coloniale d'Indochine. Plus de 6000 ouvriers du bâtiment s'activent à reconstruire Brest, ravagée par quatre ans de bombardements. Après les dockers, en nombre, les salariés du bâtiment votent la grève en mars. Massive, elle est soutenue par la quasi-totalité de la population ainsi que par la CFTC, puissante dans cette « terre des prêtres », par FO qui venait pourtant de scissionner de la CGT, par les partis de gauche et même jusqu'à l'évêché. Le grand patronat, le maire RPF (gaulliste) de Brest, Alfred Chupin, et le gouvernement refusent de négocier et massent

gendarmes mobiles et CRS dans les rues de la ville. Chupin interdit une manifestation le 12 mars, mais les 150 manifestants, souvent d'anciens résistants, très déterminés, réussissent à passer un premier barrage de policiers. Le 13, on compte 13000 grévistes à l'arsenal, dans le bâtiment et chez les dockers. Les provocations se multiplient, des femmes de grévistes sont agressées. Le 14 avril, Marie Lambert, députée communiste, se rend à la mairie pour réclamer du pain et du lait pour les enfants. Elle est malmenée par les gardes mobiles. Les grévistes tentent alors d'entrer dans la mairie et sont refoulés. Un dirigeant patronal est « conduit par contrainte mais sans violence » jusqu'à la Maison des syndicats pour s'expliquer. Relâché, il porte plainte et deux responsables de la CGT, Cadiou et Bucquet, sont arrêtés, de même que Marie Lambert au mépris de son immunité parlementaire. C'est dans ce climat qu'après un mois de grève, le 17 avril, une puissante manifestation interprofessionnelle, à l'appel des trois organisations syndicales, rassemble des milliers de salariés. Le maire Chupin, avec l'accord du député André Colin, également secrétaire d'État à l'Intérieur, interdit cette manifestation, affichant seulement le 18 avril un arrêté antidaté du 16. Rue Kérabécam, la troupe met les manifestants en joue. Un ordre de tir est donné, plusieurs manifestants s'effondrent. Édouard Mazé est atteint d'une balle en plein front, Pierre Cauzien et bien d'autres sont blessés par balle et des dizaines sont victimes de coups de crosse. Les messages de soutien affluent de tout le pays. Après des obsèques grandioses

suivies par 80000 personnes, les patrons sont contraints de signer un accord le 22 avril.

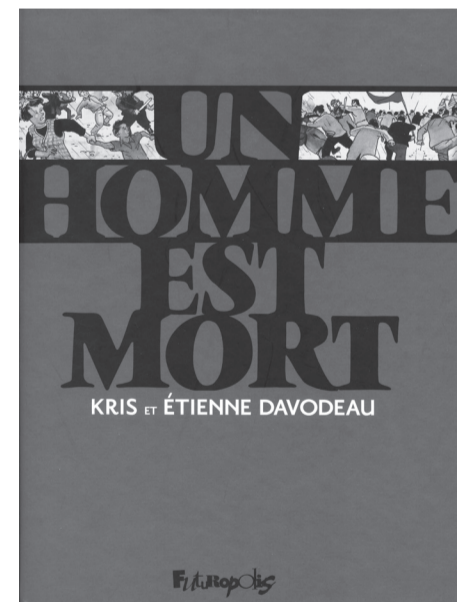
En 1962, douze ans plus tard, neuf manifestants seront également assassinés par la police, au métro Charonne à Paris.

Cette année, la CGT du Finistère a souhaité donner un caractère exceptionnel à ce tragique anniversaire et a invité les autres organisations syndicales à s'y associer. Seule Solidaires a répondu favorablement. Le 17 avril 2010, plus de 300 personnes ont participé à l'hommage à Édouard Mazé, parmi lesquelles son frère Ernest, le cinéaste militant René Vautier qui a fait un film sur cette répression, de nombreux responsables, militants et vétérans de la CGT de tout le Finistère, une délégation de Solidaires, des militants du PCF, du NPA, du PS.

Kris, co-auteur de la BD *Un homme est mort*, a lu des extraits d'archives interdites pendant 60 ans. Nous savons maintenant que c'est le commissaire Le Goan qui a fait les sommations que personne n'a entendues et qui a donné l'ordre de tirer pour ensuite se retirer en disant « je suis connu ici, il faut que je m'en aille ». Il n'a jamais été inquiété, l'enquête aboutissant à un non-lieu en 1951.

Pierre Cauzien, handicapé par la perte d'une jambe, a tout essayé pendant des décennies pour obtenir justice et réparation pour lui et les autres victimes. En vain, les politiques de droite comme de gauche n'ont jamais donné suite à ses demandes. Le gouvernement aurait même l'intention d'allonger la durée d'inaccessibilité de ce genre d'archives à 75 voire 120 ans...

André Garçon



boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

SNCF. T. O. (HÉRAULT): Il y a un grand bourrage de crâne actuellement contre la grève SNCF dans les médias. La grève ne serait plus adaptée... Et ils font comment les salariés SNCF pour obliger leur direction à négocier, ils mettent un cerge à la vierge des transports? Le plus faux-cul du lot est *Libération* qui vient de publier un article sur les malversations du CE de la SNCF géré par la CGT. Sortir cet article en ce moment alors que ces malversations sont connues depuis des lustres, personnellement cela me fait gerber. La grève des conducteurs de la SNCF a entre autres pour origine la filialisation de l'entreprise et l'affectation des cheminots à une filiale. Les conducteurs qui seront affectés à la filiale fret auront de sérieux soucis à se faire pour leur avenir professionnel. En effet, la filialisation de la SNCF permettra la vente des filiales non rentables dont le fret. Savez-vous que la SNCF, « magnifique » entreprise publique adepte du développement durable, a déjà des

filiales privées de transport autoroutier et qu'elle est le principal transporteur autoroutier sur l'arc Languedoc-Roussillon?

PSU. A. D. (WEB): Il y a 50 ans était créé le PSU. Un colloque, des articles dans *Tout est à nous!* n°50 et *Tout est à nous!* la Revue n°9 lui ont été consacrés. Une partie du PSU avec Rocard a rejoint le PS et la social-démocratie. Mais en 1973-1974, des militants du PSU, dont Charles Piaget, ont porté dans la lutte de LIP les idées de contrôle ouvrier et d'autogestion (synthétisées également par Ernest Mandel) qui vont influencer de nombreuses luttes contre les fermetures d'usines. Aux présidentielles de 1974, une candidature de Charles Piaget, représentant les luttes, a été proposée notamment par la LCR (qui retirait alors la candidature d'Alain Krivine). La direction du PSU, sous la pression du PS, a refusé ce qui aurait pu être une belle campagne unitaire, anticapitaliste et autogestionnaire!

PSU 2. M. L. (PARIS): Qu'un hebdomadaire comme *Politis* donne de l'histoire du PSU [...] l'histoire mystifiée que ses héritiers ont rendue officielle, cela va de soi, mais que le journal et la revue du NPA acceptent cette histoire idéale, ce ne peut être que le fait de la perte de mémoire qui semble bien le fait de votre génération. Le nettoyage de cette histoire se caractérise principalement par la suppression de la Tendances socialiste révolutionnaire, pourtant créée dès la fondation du PSU [...] et qui regroupa immédiatement toute l'aile gauche. Pendant toutes ces années cruciales, elle joua un rôle essentiel jusqu'en 1963, soit la fin de la Guerre d'Algérie, contre laquelle ce fut cette tendance qui donna toute la radicalité possible à la politique « pacifiste » du parti. [...] Les autres courants ou tendances de gauche, jusqu'à celle qui sortit en 1975 pour rejoindre la LCR, [...] sont également gommés de cette histoire, au profit de la constante majorité dont les leaders finirent tous au PS.



boîte à lettres (suite)

LAÏCITÉ. P. P. (WEB): Précisions à la tribune d'Alain Pojolat, Catherine Samary, Fanny G., Jean-Paul Mignon et Nora Banameur [*Tout est à nous!* n° 50 du 8 avril]. La laïcité est bafouée à longueur d'année : le chef de l'État, des élus et des préfets assistent fréquemment, es-qualité, à des cérémonies religieuses. Les religions sont abreuvées de fonds publics. Les croyants et croyantes imposent leur foi aux enfants par le baptême, la circoncision [...]. Des religions interdisent toujours aux femmes de prier, ensemble, avec les hommes. Les religions interdisent aux femmes d'avoir les mêmes responsabilités que les hommes (pape, cardinal, évêque, prêtre, rabin, muezzin, taliban, ayatollah, dalaï-lama...). Cette obligation de religion et ces interdictions sont acceptées par tous les croyants et croyantes et revendiquées par tous les porteurs et porteuses de signes religieux, quels qu'ils soient.

VIOLENCE À L'ÉCOLE. P. B. (HAUTE-LOIRE): C'est avec raison que Véronique Decker, dans *Tout est à nous!* n° 51, dénonce la politique répressive que ne cesse d'exercer le gouvernement dans les écoles et l'absence criante de moyens. Grandement raison également de pointer la violence sociale comme une des causes principales de la violence scolaire. Cependant, elle oublie, comme toujours au NPA, de mettre en cause l'école elle-même : je veux parler de ses structures, de son fonctionnement, de la pédagogie officielle en œuvre depuis Jules Ferry. Certes, elle évoque bien dans le dernier paragraphe la nécessité d'« une véritable réflexion pédagogique pour changer la donne ». Mais cela est bien vague, noyé dans l'ensemble de l'article, et ne prête pas à conséquence, car semblable à un vœu pieux renvoyé aux calendes grecques. Ayant à plusieurs reprises, mais toujours vainement, attiré l'attention sur le rôle primordial joué par l'école capitaliste dans le formatage des esprits, je désespère de voir notre parti engager une véritable réflexion critique sur cette école dite de Jules Ferry qui nous a tous... formatés, ce qui explique peut-être notre difficulté, voire notre incapacité à la mettre en cause. C'est à mon sens extrêmement dommage pour la lutte anticapitaliste que nous prônons.

LIMOUSIN. H. ET O. M. (NPA LIMOGES): Si l'article de Frédéric Gudéa (*Lénine et le Limousin, Tout est à nous!* n°52 du 22 avril) sur la nécessité d'une stratégie d'unions – pragmatiques et fonction du contexte – avec des forces non révolutionnaires, est intéressant, il nous semble qu'il occulte un aspect de la tactique prônée : l'analyse des compromis et des reculs nécessités par ces alliances. L'union de forces de gauche au service de la population est forcément enthousiasmante, pour tou-te-s les militant-e-s du NPA. Le tout est de déterminer quel discours et quel programme est au service de la population, et quel autre ne l'est plus. Car, comme le suggère l'article, les compromis sont inévitables avec des partis anciens gestionnaires du social-libéralisme comme le PC et le PG. L'union de partenaires gardant une totale liberté de discours autour d'un axe commun est, je l'espère, possible dans les luttes comme celle pour les retraites, mais plus difficile dans les élections. Pour reprendre l'expérience des élections régionales en Limousin, qui peut croire qu'il n'y a pas eu de reculs ou de compromis de la part du NPA? L'important est maintenant de les afficher, de les analyser, de les jauger au vu de ce qu'ils nous coûtent et coûtent à nos idées, en rapport avec l'intérêt de l'alliance en termes de diffusion de nos idées auprès de la population. De voir si cela valait le coût, en somme. Car personne au NPA n'ira vendre entièrement son âme pour un petit succès électoral, et personne non plus ne refusera une alliance lui permettant de défendre toutes ses idées. Nous ne sommes pas tous

d'accord au sein du NPA sur le « prix à payer » pour des alliances électorales. C'est ce prix qu'il faut discuter, avec clarté et lucidité.

LIMOUSIN 2. M. B. (SEINE-SAINT-DENIS): J'ai été un peu étonné d'un « article » s'emparant de ce pauvre Lénine pour défendre l'orientation défendue dans le Limousin. Je ne rentrerai pas dans une discussion sur le fond mais avouons quand même que se servir d'un écrit datant d'il y a près d'un siècle pour trancher une discussion sur l'orientation actuelle du NPA, voire sur la tactique, est pour le moins étonnant... voire ridicule. Surtout que ledit article n'apparaît même pas identifié comme une tribune d'opinion, à la différence de celle sur le même sujet page 11 clairement identifiée comme faisant partie d'une discussion.

Quelle est la prochaine étape, mener la discussion de congrès sur le NPA que nous voulons à partir des polémiques entre le Lénine de *Que Faire?* et le Trotsky de *Nos tâches politiques?* [...]

ROMS. E. M-L. (SEINE-SAINT-DENIS): Jeudi 8 avril, aux aurores, alors que la ville de Bobigny dormait encore, des policiers, sur l'ordre de la préfecture du 93, envahissaient le petit camp rom situé sur une friche appartenant à la SNCF, à la lisière du parc de la Bergère, et en expulsaient les quelques dizaines d'occupants, détruisant les pauvres baraquements qu'ils s'étaient construits durant l'hiver et leur confisquant les maigres biens qu'ils possédaient. Quelques heures plus tard, il ne restait plus rien de ce qu'avaient essayé de construire ces gens et des bulldozers ratissaient le terrain, effaçant toute trace de leur séjour qui avait pourtant duré presque une année. Tant bien que mal ces hommes et ces femmes avaient survécu là, affrontant neige, pluie et vent, dans des conditions inhumaines, sans eau, sans électricité ni sanitaires. Chaque matin, ils prenaient le chemin du métro Bobigny-Pablo-Picasso, à 7h30 exactement, pour s'en aller gagner leur vie, ou plutôt leur survie. D'autres allaient dans les poubelles des HLM récupérer de quoi se vêtir ou alimenter leurs feux. D'autres encore se chargeaient de la corvée d'eau, poussant de vieux caddies pleins de jéricsans vides.

Bref, ces Roms vivaient à Bobigny sans déranger personne, s'essayant à être quasiment invisibles et tentant de prendre le moins de place possible. Bien sûr, et comme chaque habitant de cette ville, ils laissaient, non loin de leur camp, un tas d'ordures que, faute de containers et de poubelles, ils entassaient en plein air. Mais comment auraient-ils pu faire autrement, qui ne laisse pas de détritus? Il aurait été tellement plus simple pour la municipalité de mettre à leur disposition des réceptacles! Mais c'eût été reconnaître leur existence et leur donner une relative légitimité! Donc pas de poubelle ni de WC pour les Roms! Car il n'y a même pas de mots en français pour qualifier la discrimination dont ils font l'objet. Un quartier de juifs détruit et ce serait de l'antisémitisme, un camping d'homosexuels et ce serait de l'homophobie! Mais les mots romophobie ou antiziganisme n'existent même pas...

Les Roms sont les parias et les Intouchables de l'Europe, les Indiens d'occident dont personne ne veut. Et ceux qui sont choqués ou émus par le film *Liberté* de Tony Gatlif devraient regarder ce qu'il se passe à leur porte, dans leur ville et dont personne ne parle! Où sont partis les Roms que la mairie de Bobigny a expulsés? Où vont les Roms dont on a détruit et saccagé le camp? Tout le monde s'en moque et même le Mrap se dit submergé par le problème... L'écriture n'a pas un grand poids mais voilà quelques lignes pour relater ce qui se fait, près de chez vous, au XXI^e siècle et qui ne porte pas de nom mais si, par mégarde, on aide ces gens-là, cela s'appelle un délit de solidarité!

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA (14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA (10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER :
NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR :
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros

SOUSCRIPTION 2010 C'EST PARTI!

APRÈS une première souscription largement réussie (240 000 euros) venant conclure une première année d'existence, le NPA lance sa deuxième souscription. **L'objectif cette année est de 400 000 euros.**

L'inflation de l'objectif pour cette année 2010 est dû entre autres à notre participation aux élections régionales. En effet, partout où nos listes ont eu moins de 5%, nos frais de campagne ne sont pas remboursés, soit dix-neuf régions.

Assurer une présence du NPA aux différentes échéances électorales est un défi financier pour une organisation comme la nôtre, quelle que soit la configuration à ces élections. En dehors des échéances électorales, le gouvernement de Nicolas Sarkozy, bien qu'affaibli, compte bien mener jusqu'au bout la réforme des retraites.

Le NPA s'est d'ores et déjà investi dans cette campagne en participant à la création de collectifs de défense des retraites. Une campagne de plus où, pour faire face au matraquage médiatique, pour contrer le budget communication du gouvernement, tracts, articles dans votre journal *Tout est à nous!*, et affiches sont nécessaires pour déconstruire le discours dominant. Tout cela bien sûr a un coût. D'autres campagnes par ailleurs se poursuivent où les militant-e-s du NPA sont investis : marche des sans-papiers, réforme de la santé, de l'éducation, luttes contre les licenciements et tant d'autres.

Partout où la droite et la bourgeoisie frappent, un drapeau rouge du NPA est là pour se battre et encourager les luttes de résistance et offensives contre les attaques qui sévissent durant cette crise.

Participer à la souscription, faire un don au NPA, c'est aider le camp anticapitaliste, donner de l'énergie au porte-voix, c'est faire acte de

solidarité avec les militantes et les militants pour que notre parti vive. Alors, dès à présent, rendez-vous sur notre site www.npa2009.org où vous pouvez faire des dons en ligne, ou envoyer vos chèques à : NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Tout est à nous! Même la souscription!

LE NPA CHERCHE 400 000 EUROS



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.

Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA.



CHERNOBYL DAY DES MASQUES CONTRE LE DÉNI

C'est par un stand de vente de patates irradiées sur le marché de Bourges, le samedi 24 avril au matin, qu'a commencé la journée commémorative du 24^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl organisée par le NPA18, membre du réseau Sortir du nucléaire. Cette «vente» choc a permis de diffuser à beaucoup de curieux des informations utiles sur les conséquences de la plus grande catastrophe industrielle de l'histoire et sur l'état du nucléaire en France où les incidents se multiplient dans les centrales les plus anciennes. Cette journée s'est ensuite poursuivie l'après-midi sous un beau soleil, dans les rues du centre-ville de Bourges, par une marche déguisée et/ou masquée «des masques contre le

déni». Nous étions accompagnés d'Alternative libertaire, de la Gauche alternative, d'Europe Écologie, des Décroissants, À Gauche Bourges et d'autres participants n'appartenant pas à une organisation particulière mais simplement concernés par cette opération. Cette ballade fut ponctuée de plusieurs «Die in» permettant d'interpeller les passants sur les dangers du nucléaire actuel, le recyclage des déchets et l'utilisation de l'uranium dans l'industrie de l'armement. Nous avons également distribué des tracts et des pastilles d'iode. Une cérémonie de «bougies du souvenir» et un dernier «Die in» sont venus clôturer devant la mairie cette journée commémorative.



Samedi 24 avril, à Bourges, journée commémorative du 24^e anniversaire de Tchernobyl. (MARIE AVRIL)

LE CHIFFRE

3,4

C'est en millions d'euros, le montant annuel de la retraite chapeau du président de L'Oréal, soit 400 fois le minimum vieillesse. Et il n'est pas le seul. Seize dirigeants du CAC 40 perçoivent chacun plus d'un million d'euros par an de retraite complémentaire. Ces rentes seront versées à vie à ces dirigeants dès 60 ans par les entreprises et complètent leurs pensions de la caisse de retraites des cadres. Il s'agit de les protéger d'une chute brutale de revenus lors de leur départ à la retraite. Chute réelle en effet : pendant les dix dernières années avant son départ en retraite, le PDG de Vinci, Christian Zacharias, a touché 250 millions d'euros par an.

INTERDIT AUX HOMOS.

En Ardèche, l'association Cœur et jardins qui accueille des stages résidentiels, séminaires de formation et autres ateliers en tous genres a annulé un stage de danse. Le motif ? L'homosexualité des participants à ce stage organisé par les Gais Musette, club de danse pour les lesbiennes, gais, bi et trans. «L'homosexualité ne correspond pas aux énergies et à l'éthique que nous développons, sur notre lieu, pour nous-mêmes, notre entourage et nos enfants.» Des propos qui résonnent avec ceux de Bertone, numéro 2 du Vatican qui essayait de désamorcer la crise sur la pédophilie dans l'Église en expliquant qu'il y avait un lien entre pédophilie et homosexualité. Ce discours homophobe et réactionnaire est loin d'être dépassé et bien que réprimé par une loi convenue, entre autres, par les mobilisations et une visibilité acquise les dernières décennies, il nécessite de nouvelles mobilisations et une vigilance de tout instant contre l'obscurantisme.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

HYSTÉRIE RACISTE. Le gouvernement ne «dérage» pas à propos de la burqa et de l'«affaire» de Nantes. Il l'instrumentalise pour détourner l'attention des vrais problèmes, stigmatiser les musulmans et renforcer le racisme et l'islamophobie. Le droit des femmes n'est qu'un prétexte pour justifier de nouvelles mesures d'exception. Alors qu'aucune loi n'a encore été votée, un policier a arrêté et verbalisé une femme sous le seul prétexte qu'elle conduisait avec un niqab. Hortefeux a demandé sans tarder la déchéance de la nationalité, en déversant dans tous les médias les préjugés racistes classiques «ces gens-là sont polygames, profitent des allocations familiales»... Peu importe que cela soit vrai, l'objectif politique est atteint. La surenchère est lancée pour «reprenre» l'électorat FN. Peu importent les moyens, comme le dit cyniquement Fillon, «On est prêt à prendre des risques juridiques parce que nous pensons que l'enjeu en vaut la chandelle». Malgré des hésitations et des désaccords, le PS accepte l'idée d'une loi interdisant la burqa. Le NPA refuse de tomber dans cette vague honteuse de racisme. Nous réaffirons notre opposition à tout projet de loi interdisant la burqa.

SINÉ HEBDO, C'EST FINI.

Ne pouvant plus faire face à ses problèmes financiers, malgré des ventes plus qu'honorables, *Siné Hebdo* doit fermer ses portes après un an et demi de parution. Le journal a vu le jour en septembre 2008, à la suite du licenciement de *Siné* de *Charlie Hebdo*. Philippe Val, alors rédacteur en chef, avait prétexté d'une chronique de *Siné* sur Jean Sarkozy pour saisir l'occasion de se débarrasser d'un des rares contestataires de la rédaction. Le dernier numéro de *Siné Hebdo*, sorti le 28 avril, sera vendu dans les cortèges du 1^{er} mai.

INTERVIEW DE TAOUFIK BEN BRIK

Joint par téléphone dès sa sortie de la prison de Siliana, mardi 27 avril au matin, Taoufik Ben Brik, entouré des siens, a bien voulu nous confier ses premières réactions. L'écrivain journaliste dissident, opposant au régime de Ben Ali, a purgé la totalité d'une peine de six mois après un procès monté de toutes pièces, victime de l'arbitraire en raison de ses écrits satiriques très critiques sur le régime tunisien, parus dans des médias français.

«Je me sens en pleine forme ; ils n'ont pas réussi à entamer ma combativité, même si la détention a été très dure.» Il n'en dira pas plus sur les conditions de son incarcération. *«Malgré le caractère politique de ma condamnation, j'ai été traité comme un prisonnier de droit commun ; mais le plus difficile, c'est d'avoir été privé non seulement de liberté, mais aussi de stylo, de papier et de livre. Isolé, enfermé, toute forme de communication verrouillée. Même avec mes codétenus, intentionnellement sélectionnés, collectés pour leur analphabétisme. J'avais le sentiment d'être interné dans un asile psychiatrique. On a voulu m'abattre psychologiquement. On m'a parfois interdit de voir mon avocat. Mon droit de visite n'a pas été respecté, et ce n'est que par les quelques contacts avec ma famille que j'ai appris la mobilisation et l'élan de solidarité autour de moi.»*

Interrogé sur ses projets immédiats, il déclare :

«J'espère venir à Paris début mai, s'ils me laissent sortir. Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont soutenu et à fêter tous ensemble la journée internationale de la liberté de la presse.»

Et quand on lui demande s'il a conscience d'être emblématique, il répond dans un mélange de colère et de fatalisme :

«Ce que j'ai subi, c'est le lot quotidien des journalistes indépendants en Tunisie. Ben Ali veut nous réduire au silence. Je suis un homme libre, et c'est cette liberté de pensée qu'on a voulu me faire payer.»

Taoufik compte relater cette expérience éprouvante dans un livre en préparation sur la terrible prison de Siliana.

Puis, retrouvant ce lyrisme et cette détermination qu'on lui connaît, c'est par ces paroles qu'il conclut l'entretien :

«Ils ont les prisons, ils ont les flingues, mais nous, nous avons le Kalam, le crayon avec lequel ont écrit tous les grands poètes.»

TOUT est à nous !

hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr